

fusils des gardes mobiles, pour les manifestations prolétariennes dépassant le cadre tracé par les socialo-centristes.

Blum ne comprend pas la tournure prise par les contre-manifestations de Clichy qui donc a coupé le cortège ouvrier et dirigé les ouvriers contre les gardes mobiles alors que leurs dirigeants essayent de les détourner du service d'ordre? Evidemment, il s'agit de l'œuvre de louches « provocateurs ». La bêtise de ces gens égale celle du commissaire de police, du gendarme, qui dans tout mouvement voit la main « du meneur ». Par là, comme le faisait très bien remarquer Rosa Luxemburg, on aboutit à ces conclusions : pour supprimer les mouvements, arrêtons les « provocateurs », augmentons les forces policières et grâce à ce « matérialisme policier » plus rien de subversif ne se déterminera.

Les travailleurs laisseront Monsieur Blum augmenter ses forces de police et chercher les « provocateurs » qui sont les milliers d'ouvriers qui ont réagi violemment aux provocations féroces des forces du Front Populaire. Ils essayeront d'aboutir à ces conclusions : pour comprendre tout ce que signifie l'émeute de Clichy, son importance colossale pour le développement des événements en France.

Les socialo-centristes avaient cru pouvoir détourner la colère des ouvriers contre les effets de la « pause » (les dernières décisions des arbitres et surarbitres) en employant le vieux truc de la canalisation antifasciste. « De la Rocque attaque » et comme en Espagne, devant l'attaque de Franco, les ouvriers auraient dû abandonner toute velléité de lutte de classe pour se jeter dans les bras de leurs « alliés bourgeois ». Seulement, voilà 10 mois que les ouvriers sont aux prises avec le Front Populaire et la chanson commence à s'user. Pourquoi Blum ne réprime-t-il pas le danger fasciste que l'on dit si imminent? Pourquoi reprend-on aux ouvriers tout ce qu'ils avaient cru gagner avec leurs mouvements de grèves? Pourquoi les traite-t-on de « provocateurs » lorsqu'ils passent à l'attaque malgré l'arbitrage? Blum fait la « pause » uniquement pour les ouvriers qui doivent continuer à faire des sacrifices.

Tout cela a créé un état d'irritation parmi les ouvriers qui se manifeste particulièrement dans la région parisienne où les bonzes réformistes-centristes sont acculés dans les assemblées syndicales. Déjà, devant cet état de tension, ils avaient décidé d'organiser deux manifestations aux environs de Paris : l'une pour les chômeurs et l'autre pour tous les ouvriers. Enfin, en métallurgie l'on se trouvait devant des demandes d'ouvriers, de grève générale, afin de protester contre les décisions du surarbitre.

C'est dans cette situation tendue que les socialo-centristes ont donné le dernier carré de l'antifascisme pour maintenir les ouvriers dans le chemin de l'Union Sacrée, consentie « volontiers » par les travailleurs. La contre-manifestation de Clichy devait être imposante : on allait montrer à de La Roque que « la Nation française vit et lutte pour la démocratie bourgeoise dont Messieurs Daladier-Herriot sont d'authentiques représentants. La bourgeoisie aussi se préparait, car connaissant la situation parmi les ouvriers, elle se méfiait un peu des chefs socialo-centristes pouvant être débordés par leurs troupes. Les gardes mobiles furent armés sérieusement, comme s'ils partaient en guerre. Parmi les dirigeants des forces répressives existait la conviction que « la pause » de Blum était aussi la pause des mouvements ouvriers. La directive était donc de réprimer féroce ces derniers et l'ambiance nécessaire fut certainement créée parmi les gardes mobiles. Il n'y avait pas, et il ne pouvait y avoir, de contradiction entre les chefs « fascistes » de la police et le gouvernement du Front Populaire. Celui-ci parlait de la « pause », en expliquant aux ouvriers la nécessité alors que les premiers ne faisaient que l'appliquer avec la mentalité bornée du policier qui applique brutalement ses instructions sans s'occuper des conséquences.

Deux forces se sont heurtées à Clichy : le prolétariat et la bourgeoisie. Les travailleurs concentrés en masse pour des buts antifascistes ont trouvé dans leur nombre imposant la force d'exalter leur colère et d'exprimer la tension imprimée dans leurs chairs de prolétaires éternellement dupés : la bourgeoisie est passée à la répression là où le Front Populaire ne pouvait plus maintenir les ouvriers sur le front des intérêts capitalistes.

Applaudissez bourreaux mais n'oubliez pas que les cadavres ouvriers ont écrit sur les pavés de Paris une nouvelle phase où le Front Populaire se débat dans des contradictions insolubles et où les ouvriers s'orientent avec d'atroces difficultés vers la recherche de leur chemin de classe. Quand les fusils partent tout seuls et remplacent les démagogues du capitalisme, c'est que s'approchent les bourrasques sociales qui vont purifier l'atmosphère et faire sonner au cadran de l'histoire l'heure de la reddition des comptes.

Rien n'a pu dénaturer la bataille de Clichy, comme rien n'a pu dénaturer les massacres de la Tunisie et ceux qui se déroulent ces derniers temps en Algérie, en Indochine. C'est le Front Populaire, qui en voulant rester au pouvoir pendant « la pause » a dû passer au massacre des prolétaires de la métropole et des colonies où l'accumulation des reculs imposés aux ouvriers par Blum, pousse à des batailles de plus en plus violentes. Le programme démagogique du Front Populaire arrive au bout de son rouleau et le nouveau programme passe par le massacre des ouvriers. Et que l'on ne cherche pas les « provocations » ailleurs que dans la situation qui est faite aux ouvriers.

Partout, les ouvriers à l'instinct de classe si sûr, ont reconnu dans les « provocateurs » de Clichy, leurs frères et d'un seul coup ont racheté leur passivité devant les massacres de Tunisie. Acculés par la colère des ouvriers, craignant d'être pris au dépourvu et de voir les masses passer à une attaque générale où ils auraient relevé le drapeau des luttes revendicatives en dehors et contre l'arbitrage, en dehors et contre le Front Populaire; en dehors et contre l'Union Sacrée, les chefs des syndicats de la Région Parisienne ont dû prendre l'initiative d'organiser une grève générale très limitée et dont le caractère antifasciste était souligné expressément. Mais une grève générale contre qui? Contre les chefs de la police? Mais n'est-ce pas Max Dormoy, ministre de l'Intérieur qui est leur chef suprême? Ce même Dormoy, qui tenu à Clichy assez tôt ne fit rien pour empêcher les agents de continuer à tirer sur les ouvriers et se fit huer au nom et pour compte du Front Populaire tout entier. Alors? Il s'agit d'une grève générale pour « consolider le gouvernement Blum » et exiger la dissolution des ligues fascistes. Mais les ouvriers ont été fusillés par la police et la garde mobile. Pourquoi ne pas exiger « la dissolution » du corps de « collaborateurs » du socialiste Dormoy?

La vérité se dégage ici avec une clarté qui se passe de commentaires : les ouvriers en exigeant la grève la faisaient contre l'Etat capitaliste qui les avait mitraillé et où se trouvait le Front Populaire. Les socialo-centristes conscients de cette situation (qui pourrait déterminer la bourgeoisie à employer un autre matériel que celui de Blum pour maintenir sa domination) essayait d'en faire une vulgaire manifestation antifasciste. C'est pourquoi il fallait en limiter strictement la durée (jusqu'à midi); bien marquer qu'il ne s'agissait pas de réaliser des ordres du jour demandant la grève générale pour défendre les revendications ouvrières (communiqué de la C. G. T. et de l'Union des Syndicats parisiens).

Et enfin, il s'agissait non de lutter contre le gouvernement du Front Populaire mais de le consolider.

Mais objectivement, réellement, cette grève qualifiée de « soupape de sûreté » a été en fait une action des ouvriers contre le Front Populaire. Seule la bourgeoisie